

PREFECTURE DES COTES D'ARMOR **ARRETE**

	INFO	AVIS	COMPL	REC	REC
DIR					
DSV 22					
Requ					
IC					

18 AOUT 2000

**portant autorisation d'une installation classée
pour la protection de l'environnement**

DIRECTION
DES COLLECTIVITES LOCALES
ET DE L'ENVIRONNEMENT

*Le Préfet des Côtes d'Armor
Chevalier de la Légion d'Honneur*

JLM

- VU le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 modifié relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements ;
 - VU la loi du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
 - VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour son application ;
 - VU le décret n° 53-578 du 20 mai 1953 modifié, portant nomenclature des installations classées ;
 - VU l'arrêté du Ministre de l'Environnement du 13 juin 1994 modifié le 1^{er} juillet 1999 fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les élevages de volailles et (ou) gibiers à plumes soumis à autorisation au titre de la protection de l'Environnement ;
 - VU l'arrêté préfectoral du 22 décembre 1997 établissant les programmes d'action à mettre en œuvre pour la protection des eaux contre les pollutions par les nitrates d'origine agricole ;
 - VU l'arrêté préfectoral du 27 février 1997 autorisant l'EARL SALLIOU sise à ROSPEZ au lieu-dit « Squivit » à exploiter à cette adresse un élevage avicole comprenant 82.330 animaux équivalents (11.250 places poulettes démarrées et 71.080 places poules pondeuses)
 - VU la demande présentée par l'EARL SALLIOU sise à ROSPEZ au lieu-dit « Squivit » en vue de la restructuration à cette adresse et la création de 90.000 places d'animaux équivalent (40.000 places poulettes démarrées et 50.000 places poules pondeuses) en extension de l'élevage autorisé susvisés, installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation ;
 - VU les plans et documents annexés à cette demande ;
 - VU les résultats de l'enquête publique et notamment les conclusions du Commissaire-enquêteur ;
 - VU les délibérations des Conseils municipaux de ROSPEZ (22 juin 1998), TREZENY (11 mai 1998), LANMERIN (24 avril 1998) ;
 - VU les avis des chefs de services départementaux des Affaires Sanitaires et Sociales, de la Protection Civile et de la Sous-Préfecture de LANNION émis respectivement les 23 juin 1998, 28 avril 1998, 3 juillet 1998 ;
 - VU le rapport de M. l'Inspecteur des Installations Classées en date du 22 mai 2000 ;
 - VU l'avis émis par le Conseil Départemental d'Hygiène en sa séance du 31 mars 2000 ;
 - VU les observations formulées par le demandeur en application de l'article 11 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 ;
- CONSIDERANT que le fonctionnement de l'élevage ne paraît pas de nature à apporter des nuisances à l'environnement ;
- SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,

- ARRETE -

ARTICLE 1er -

L'EARL SALLIOU est autorisée à exploiter à ROSPEZ au lieu-dit « Squivit » (section ZC n° 55 – 57 - 106), conformément aux plans annexés à la demande, un élevage de 117.330 animaux équivalents (106.080 poules pondeuses œuf de consommation et 11.250 poulettes) de plus d'un mois en présence simultanée.

installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation sous réserve du respect des prescriptions édictées dans l'annexe jointe au présent arrêté et de celles définies ci-après.

ARTICLE 2 -

Prescriptions particulières concernant l'élevage avicole :

2-1 l'accès à tout cours d'eau des oiseaux aquatiques de basse cour est interdit sous réserve de l'application de l'article 18 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1997 modifié ;

2-2 – Toutes les eaux usées (sas, centre de conditionnement des œufs,...) y compris celle du lavage éventuel des poulaillers entre 2 bandes et celles du lavage de l'équipement intérieur des poulaillers seront collectées et traitées. Tout écoulement dans le milieu naturel est interdit.

2-3 – Le poulailler (P1) sera désaffecté simultanément au changement de l'équipement intérieur du poulailler (P2).

2-3-1 – Les matériaux employés pour la construction du bâtiment devront être de catégorie M3 au minimum (c'est-à-dire moyennement inflammables).

2-3-2 – L'installation électrique devra être conforme aux normes en vigueur ainsi que les installations de chauffage et de stockage de combustible, s'il en existe.

2-3-3 – L'établissement sera doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques à défendre (extincteurs pour feu d'origine électrique) ; De plus, un tuyau d'arrosage, branché sur une conduite d'eau sous pression, sera installé à proximité d'une issue ainsi que dans les hangars de stockage des fientes.

2-3-4 – Les silos, greniers et autres locaux affectés dans les exploitations agricoles, de façon permanente ou non, au stockage des produits agricoles, ou nécessaires à l'agriculture, devront répondre aux dispositions de l'arrêté préfectoral du 19/01/1977.

2-3-5 – Installer à 200 mètres au plus de l'établissement, en un emplacement facilement accessible aux engins de lutte contre l'incendie, un poteau d'incendie de 100 m/m conforme à la norme NFS 61 213 capable de fournir en permanence un débit de 1000 litres :minute sous une pression dynamique de 1 bar minimum, ou une réserve d'eau d'une capacité comprise entre 90 et 120 m3 conformément à la circulaire ministérielle n° 465 du 10 décembre 1951.

2-4 – Transfert :

Le pétitionnaire tiendra à jour un registre des enlèvements des déjections (avec les dates, le type de déjections et les tonnages) dans lequel seront joints les justificatifs (originaux des bons d'enlèvement) pour l'année en cours. Il transmettra les originaux des bons d'enlèvement à la fin de chaque année civile au service des installations classées ainsi qu'un bilan annuel justifiant l'utilisation des déjections dans la (les) zone (s) d'épandage retenue (s). Dans l'hypothèse où le contrat de reprise ne serait pas respecté ou renouvelé par les contractants, ou de sa rupture, le pétitionnaire devra fournir un autre contrat qui présente les mêmes garanties ou un autre mode de gestion des déjections conforme à la réglementation, ou cesser l'exploitation partielle de l'élevage (111080 poules).

ARTICLE 3 -

La présente autorisation, accordée sous réserve du droit des tiers, n'équivaut pas à un permis de construire. Elle cessera d'être valable si l'établissement n'a pas été mis en service dans le délai de trois ans ou reste inexploité pendant plus de deux années consécutives.

ARTICLE 4 -

Toute transformation dans l'état des lieux et toute modification ou extension apportée à l'établissement, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier d'autorisation, devra faire l'objet d'une nouvelle demande d'autorisation.

Tout changement d'exploitant fera l'objet d'une déclaration adressée par le successeur au Préfet du département des Côtes d'Armor dans le mois qui suivra la prise de possession.

ARTICLE 5 -

L'exploitant est tenu de déclarer, sans délai, à l'Inspection des Installations Classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de l'installation susvisée qui seraient de nature à porter atteinte à son environnement.

Il devra, en outre, se conformer aux prescriptions législatives et réglementaires édictées notamment par le Livre II du Code du Travail dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs.

ARTICLE 6 -

Le présent arrêté abroge et remplace l'arrêté d'autorisation du 27 février 1997 susvisé.

ARTICLE 7 -

Une copie du présent arrêté énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée sera affichée à la porte de la mairie de ROSPEZ pendant une durée minimum d'un mois. Un même extrait sera affiché en permanence, de façon visible, dans l'installation, par les soins de l'EARL SALLIOU.

Un avis sera inséré par les soins du Préfet et aux frais De l'EARL SALLIOU dans deux journaux d'annonces légales du département.

ARTICLE 8 -

"Délai et voie de recours" (article 14 de la loi n° 76-663) du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement) : la présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée".

ARTICLE 9 -

Le Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,

Le Sous-Préfet de LANNION

Le Maire de ROSPEZ

L'Inspecteur des Installations Classées,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée à l'EARL SALLIOU pour être conservée en permanence par l'exploitant et présentée à toute réquisition des autorités administratives ou de police ainsi qu'aux maires de LANMERIN et TREZENY pour information.

SAINT-BRIEUC, le **22 JUIN 2000**

LE PREFET,

Signé : Jacques BARTHELEMY

Pour copie certifiée conforme

l'Attaché, Chef de Bureau

Christian RAYMOND